

13 mars 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les échanges économiques et culturels franco-brésiliens, les investissements français au Brésil, la compétition entre le MERCOSUR, les Etats-Unis et l'Europe, Sao Paulo le 13 mars 1997.

Mesdames, messieurs,

- Un mot d'abord pour saluer et remercier les journalistes brésiliens qui ont bien voulu couvrir mon voyage, un mot aussi pour remercier les journalistes français. Ils ont eu une épreuve rude car l'emploi du temps étant très chargé, cela les a obligés à toutes sortes d'acrobaties et je les remercie de leur indulgence. Je vois qu'ils ont quand même le sourire, cela doit être le Brésil qui veut cela et je les remercie en tous les cas.

- Je vais terminer ce voyage au Brésil, mon premier voyage en Amérique latine et que j'ai souhaité commencer par le Brésil en raison naturellement de l'importance de ce pays, importance historique, importance géographique, importance économique et politique. Je voudrais dire combien j'ai été sensible à l'accueil qui m'a été réservé, notamment par les autorités brésiliennes et surtout par le Président Fernando Henrique Cardoso.

- La France a été trop absente de l'Amérique latine pendant trop longtemps. Il est certain que le voyage du Général de Gaulle avait fait naître un grand espoir, il y a trente-trois ans, d'une relation très forte à la fois politique, culturelle, économique entre l'Amérique latine et l'Europe, et le France en particulier.

- Et puis les évolutions historiques, politiques sur nos deux continents ont fait que nous nous sommes un peu, non pas écartés, mais trop ignorés. Lorsque j'ai été élu, j'ai pensé que le moment était venu de préparer, je dirais, les retrouvailles entre nos deux régions du monde.

- C'est pourquoi, après avoir rencontré le Président Cardoso à Paris, en voyage d'Etat, j'ai souhaité venir ici et marquer à quel point les complémentarités exigeaient un renforcement de nos relations entre d'une part, le Brésil, le MERCOSUL et l'Amérique latine et d'autre part, la France, l'Union européenne et plus généralement l'Europe dans son ensemble, et l'Europe élargie.

- Sur le plan bilatéral, nous avons pu conclure un certain nombre d'accords que vous connaissez sur lesquels je ne reviendrai pas et je l'espère créer une dynamique dont j'entends bien qu'elle ne s'affaisse pas et qu'elle s'alimente en tous les cas, pendant tout le temps où j'aurai à présider aux destinées de notre pays, je ferai en sorte que cette dynamique soit en permanence alimentée des deux côtés par une volonté très ferme de renforcement de nos relations dans tous les domaines.

- J'ai déjà dit tout cela, je ne reviens pas et je crois que le mieux pour moi maintenant c'est de répondre aux questions que vous voudriez me poser.

QUESTION.- Nous savons que le gouvernement des Etats-Unis exerce sur le Brésil des pressions pour que celui-ci puisse accélérer son ouverture commerciale surtout dans le domaine des télécommunications. Y-a-t-il une perspective dans ce domaine là ?

- Il y a un marché, une perspective d'investissement au Brésil d'environ 80 Mds de dollars jusqu'à l'année 2003. Ce sont des données du gouvernement brésilien. Le gouvernement

brésilien se plaint des subventions accordées par les gouvernements américain et européens, surtout européens. Je voudrais savoir comment envisagez-vous une politique d'une plus grande pénétration des produits agricoles brésiliens en France ?

- Est-ce que cette politique impliquerait que le gouvernement brésilien devrait à son tour ouvrir ses frontières à des entreprises françaises, surtout dans le domaine des télécommunications, énergies, infrastructures, en fait d'une façon générale, tous les secteurs qui sont concernés par les privatisations au Brésil ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, je ne pense pas que l'on puisse dire que les Etats-Unis font une pression sur le Brésil et, si tel était le cas d'ailleurs, je suis sûr que le Brésil ne l'accepterait pas.

- Pour ce qui concerne le marché des télécommunications, il y a des offres mondiales, le Brésil veut moderniser sa situation dans ce domaine, je ne doute pas que ce pays choisira la solution qui sera la plus conforme à ses intérêts.

- Vous parlez de l'agriculture. J'ai eu l'occasion de répondre tout à l'heure devant les entrepreneurs brésiliens. Je dois dire deux choses. La première, je crois que nous avons tous intérêt à réexaminer ces problèmes agricoles au plan mondial avec des approches plus ouvertes concernant naturellement l'organisation du commerce, mais pas seulement, concernant aussi l'organisation des marchés et notamment les conditions dans lesquelles les producteurs agricoles sont subventionnés par des fonds publics, ce qui est vrai essentiellement aux Etats-Unis, beaucoup moins en Europe, qui elle, subventionne davantage les exportations.

- Tout ceci devrait nous permettre, je pense d'arriver à une organisation mondiale des marchés, et pas seulement du commerce, qui permette de répondre aux besoins d'un monde qui sera confronté dans les vingt ans qui viennent à une pénurie et non pas à un excédent de produits agricoles et alimentaires.

- S'agissant des grands équipements dont le Brésil a l'intention de se doter dans les domaines que vous avez évoqués : les télécommunications, les équipements urbains, les infrastructures, l'énergie, le Brésil est ouvert. Nous ne reprochons absolument pas au Brésil d'être fermé. Nous sommes d'ailleurs candidats, notamment dans le cadre du programme de privatisation pour un partenariat, une coopération avec le Brésil comme nous venons de le faire pour l'énergie, comme vous le savez, avec LIGHT et nous proposons au Brésil de renforcer ses liens de relation, cette coopération dans le domaine à la fois des investissements et des échanges.\

QUESTION.- Ce partenariat, ces projets que vous venez d'évoquer avec le Brésil, est-ce que vous ne croyez pas que cela risque d'être mal perçu par les Américains qui ont toujours eu tendance à considérer ces pays un peu comme leur chasse gardée ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, le Brésil est une grande puissance qui a vocation à devenir l'une des premières puissances économique, politique, culturelle du monde. C'est ainsi. Au coeur du MERCOSUL déjà, il participe à un ensemble qui est la 4ème puissance économique du monde, après l'Europe, l'ASEAN et le Japon.

- Le Brésil place dont tout naturellement sa vision des choses dans une perspective mondiale et non pas régionale. Il a vocation à placer sa vision dans une perspective mondiale et dans la perspective d'un monde tel qu'il est en train de se dessiner, c'est-à-dire un monde multipolaire avec de grands ensembles qui s'intègrent plus ou moins et qui émergent tout autour de la planète et qui doivent pouvoir le faire, je dois dire, de façon harmonieuse et non pas naturellement de façon agressive.

- Le Brésil est d'Amérique par la géographique, il est, je dirais, d'Europe par sa culture et il est mondial par ses intérêts. Donc, je ne crois pas que l'on puisse parler de compétition d'aucune sorte, mais d'une certaine synergie pour l'intérêt général de l'humanité.

- S'agissant de l'Union européenne, le Brésil ne peut naturellement pas l'ignorer. Je rappelle que l'Union européenne, pour le MERCOSUL, est le premier fournisseur, le premier client, le premier investisseur, le premier donneur d'aides publiques et de très loin. Donc l'Union européenne, pour le MERCOSUL et pour le Brésil, est le premier partenaire tout simplement.

- C'est la situation telle qu'elle existe. Ce n'est pas un problème de contestation, ce n'est pas un problème politique, c'est une réalité. Je crois qu'il n'y a donc pas lieu de vouloir faire je ne sais

quelle compétition entre les trois grands ensembles attendus qui représenteront l'Europe

quelle compétition entre les trois grands ensembles atlantiques qui représentent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud.

- Il faut, en revanche, faire en sorte que ces trois grands ensembles évoluent harmonieusement et pour le bien de tous. C'est comme cela que se situe le problème. C'est comme cela que le Président Cardoso le comprend, si je l'ai bien entendu. C'est comme cela, je suis sûr, que les Etats-Unis l'entendent et c'est comme cela que l'Europe l'assume en tant que premier partenaire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous connaissez très bien les Français. Quand le Président de la République s'en va, surtout pour un long voyage à l'étranger, il y a toujours une fraction de l'opinion, de gens, qui disent : "mais que va-t-il faire à l'étranger ?" Qu'est-ce que vous pouvez, une fois de plus, dire à ceux-là sur le thème : "finalement exporter, investir à l'étranger c'est bon pour les emplois ?"

- LE PRESIDENT.- Je crois qu'il n'y a pas besoin d'une longue démonstration. La France est un pays dont l'économie est conditionnée pour une très large part et dont le travail est conditionné pour une très large part, par l'exportation.

- Je rappelle, une fois de plus, qu'un Français sur 4 travaille pour l'exportation. Par conséquent, l'intérêt de la France, en terme d'économie, de production, de richesses, d'emplois, de progrès social, dépend pour une large part de l'exportation.

- Pendant très longtemps, cette exportation s'est faite dans un rayon court autour de notre pays. Aujourd'hui, ce n'est plus suffisant. Nous devons avoir de grandes ambitions. Nous devons les avoir en Amérique Latine, en Asie, c'est-à-dire dans les pays qui, comme on dit aujourd'hui, émergent.

- Je vais vous donner un exemple. Tout à l'heure, je vais rencontrer 82 petites et moyennes entreprises venues ici, à l'invitation de Carrefour, pour prendre les premiers contacts avec le Brésil afin de pouvoir y exporter. En France, nous sommes brillants en matière d'exportation, puisque nous sommes le deuxième pays exportateur, par tête d'habitant, avant les Etats-Unis et le Japon, ce qui prouve tout de même que la qualité de notre production et de notre compétitivité sont bonnes.

- Mais nous avons une faiblesse. En France, 250 entreprises font 52 % de nos exportations, et 100000 entreprises font 6 % de nos exportations. Si les entreprises les plus petites et moyennes faisaient le même effort et avaient le même résultat qu'en Allemagne ou qu'en Italie, nous exporterions pour 150 Mds de francs de plus, ce qui représente 2 points de croissance et ce qui représente 400000 emplois.

- C'est vous dire le caractère essentiel pour notre pays de l'exportation et notamment de l'exportation des petites et moyennes entreprises, laquelle est d'ailleurs facilitée par définition lorsqu'il y a signature de grands contrats, car les grands contrats drainent derrière eux naturellement des entreprises d'accompagnement.

- Je suis donc tout à fait déterminé à faire le maximum pour que la France aille chercher la croissance là où elle est, et c'est naturellement l'objectif, je dirais essentiel, de mes voyages.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans la même ligne de la question qui a été posée à propos du Brésil, France et Etats-Unis. Normalement le Brésil a un partenaire privilégié dans les Etats-Unis. Vous nous dites maintenant qu'il faut intensifier les relations entre le Brésil et la France. La question est la suivante : qu'est-ce que la France peut offrir au Brésil aujourd'hui que les Etats-Unis ne peuvent pas ?

- LE PRESIDENT.- Je vous ai dit, je ne le répéterai pas, que s'agissant de l'ensemble des échanges ou des investissements, le premier partenaire du MERCOSUL et du Brésil, c'est la France et l'Europe, et après les Etats-Unis c'est vrai, mais être le deuxième investisseur étranger au Brésil, c'est tout de même quelque chose de très important.

- La France est tout à fait décidée et le Brésil souhaite que le courant d'investissement français au Brésil soit encore augmenté et notamment dans le cadre des privatisations qui vont se développer. La France a la volonté, et probablement la capacité, d'augmenter sensiblement sa présence économique au Brésil, ce que souhaite naturellement le Brésil puisque son développement en dépend.

- Ensuite en matière d'échange, eh bien que le Brésil, grande puissance souveraine, comme les autres, choisisse, achète en France ce qui lui paraît le mieux, aux Etats-Unis ce qui lui paraît le mieux, ailleurs ce qui lui paraît le mieux.\

QUESTION.- Monsieur le Président, justement dans la compétition économique, on a remarqué au long de ce voyage, que vous avez rencontré des joueurs de football, hier midi et hier soir, que vous êtes accompagné de Michel Platini. Est-ce que le football peut servir de rapprochement entre le Brésil et la France, et être un outil, en tous les cas, de développement économique ?

- LE PRESIDENT.- Le Brésil, c'est beaucoup de choses, une modernisation spectaculaire, l'une des plus spectaculaires du monde. C'est une vieille culture qui rayonne dans le monde et notamment en France où elle est très appréciée et où elle a beaucoup influencé et où elle influence beaucoup notre pays. Je vous rappelle que, je crois bien, pour l'année dernière, c'est un écrivain brésilien qui a fait les meilleurs résultats en matière d'édition.

- Et puis le Brésil, c'est aussi le football. C'est le sport, notamment le football. La France, l'année prochaine, va organiser la Coupe du Monde de football. Elle tient à le faire de façon d'autant plus amicale avec le Brésil qu'elle n'oublie pas que c'est un Brésilien, le Président de la FIFA, M. Havelange qui finalement a été, je dirais, un peu à l'origine, avec la FIFA naturellement, du choix de la France. La France est reconnaissante au Brésil d'avoir été choisie comme attributive de la Coupe du Monde de football.

- Tout cela crée les liens forts qui existent entre nos deux pays, et je le répète, ces liens s'étaient distendus et pourtant ils sont considérables. Vous avez cité ceux du football. Je vous ai cité les liens culturels. Nous avons parlé de l'économie. Nous avons maintenant parfaitement conscience que les liens politiques, que tous les grands problèmes politiques du monde, ne peuvent pas se traiter sans que le Brésil et la France, sans que le MERCOSUL et l'Europe, soient partie prenante à leurs solutions. Tout cela est un ensemble. Le football en fait partie.

- J'ai remarqué, en allant dîner hier soir, (dans un très bon restaurant d'ailleurs, que je recommande à tout le monde, je ne veux pas faire de publicité naturellement, mais un restaurant tout à fait excellent) que tous les journalistes qui étaient là, notamment brésiliens, leur seul intérêt, ce n'était pas pour moi, c'était pour Platini. Ils se sont tous précipités sur Platini, l'ont interrogé, moi, je suis passé tout à fait inaperçu, ce qui m'a permis d'ailleurs d'être tout à fait tranquille pendant un petit moment. C'est vous dire l'importance que cela a, aussi, le football.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez adressé des compliments au Brésil, aussi bien en ce qui concerne l'économie, l'agronomie, la politique. Le dernier Président français, qui a rendu visite au Brésil, Charles de Gaulle a prononcé une phrase qui l'a rendu célèbre, au moins au Brésil, à savoir : "le Brésil n'est pas un pays sérieux". J'aimerais savoir quel est votre avis, aujourd'hui, à propos de ces pays dans lesquels vous vous rendez pour la première fois ? A votre avis, s'agit-il d'un pays sérieux ?

- LE PRESIDENT.- Le dernier voyage officiel du Président de la République français au Brésil, n'était pas le Général de Gaulle mais mon prédécesseur, M. Mitterrand, me semble-t-il. Deuxièmement, je tiens à affirmer clairement que le Général de Gaulle n'a jamais dit cela et je vous le dis officiellement. C'est un propos qui est venu de l'Ambassade du Brésil à Paris. Le Général de Gaulle n'a jamais dit cela pour bien des raisons. D'abord, parce que le Général de Gaulle aimait beaucoup l'Amérique Latine. Il y avait été reçu triomphalement et c'était de surcroît un homme extrêmement poli et courtois. Vous n'imaginez pas qu'il ait pu dire une chose pareille. C'est une invention pure et simple dont on a parfaitement déterminé l'origine, qui était une bêtise.

- Pour moi, j'ai trouvé que le Brésil est un pays extraordinairement sérieux. Mais le sérieux, cela peut être ennuyeux. Le Brésil a cette caractéristique. C'est un pays sérieux qui gère sérieusement ses affaires mais pour autant il ne perd ni son enthousiasme, ni son charme et c'est probablement une de ses grandes forces.\

QUESTION.- Il y a un an, un an et demi, la société Thomson a perdu un important contrat de fournitures au Brésil qui concernait la protection de l'Amazonie, des fournitures de radars, de satellites. J'aurais aimé savoir si, premièrement, il en était question dans les entretiens que vous

avez eus avec vos interlocuteurs brésiliens ? Et en deuxième lieu, il semble que la France signait des contrats de fournitures de matériel pour équiper la police fédérale, notamment en Amazonie. J'aimerais savoir si ces contrats sont en quelques sortes un moyen de se rattraper par rapport au contrat perdu il y a de cela un an.

- LE PRESIDENT.- Si Thomson a perdu son contrat, c'est probablement qu'il y avait une offre meilleure pour le Brésil. Le Brésil est comme tous les pays, il choisit l'offre la plus intéressante. La France ne gagne pas à chaque fois qu'elle propose quelque chose, malheureusement, mais je suis obligé de le constater. Quand d'autres proposent quelque chose de meilleur ou de moins cher qu'elle, elle perd.

- Nous avons, c'est vrai, signé des contrats depuis qui n'ont rien à voir avec je ne sais quelle compensation qui serait complètement dépourvue de sens ou de fondement, mais qui nous permettent de nous associer effectivement au contrôle, notamment de la grande zone de l'Amazonie. Nous allons continuer parce que le gouvernement brésilien a encore un grand projet. La France sera à nouveau candidate pour ce grand projet et que le meilleur gagne.\

QUESTION.- Monsieur le Président, je voudrais revenir sur les exportations. Vous disiez : "100000 entreprises font 6 % de nos exportations et si ces 100000 entreprises faisaient comme les Allemands". Quel est le déclic qui ferait que les entreprises françaises qui, jusqu'ici, n'investissaient qu'à l'intérieur de l'Union européenne, partent investir, comme vous le demandez, en Asie, au Proche Orient, en Europe de l'Est, en Amérique Latine ? Vous faites un vœu pieux ou alors il y a des incitations véritables.

- LE PRESIDENT.- Je voudrais d'abord vous dire que je ne fais pas un vœu pieux et ensuite qu'il ne s'agit pas qu'il y ait des incitations, parce qu'en français, le mot incitation veut dire : on va vous donner un petit quelque chose, on va vous donner un petit avantage fiscal, etc. Cela ce n'est pas une politique.

- Il y a une prise de conscience forte dans les grandes entreprises aujourd'hui de la nécessité d'être présent dans le monde entier et non pas seulement en Europe. Cela est très net. Depuis un an et demi ou deux ans, je le vois clairement sur le terrain, il y a, comme cela s'est toujours fait avec l'Allemagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, avec d'autres, une convergence d'efforts, notamment pour les grands contrats, du politique et de l'économique pour aboutir à des résultats concrets.

- Deuxièmement, il y a en France des petites et moyennes entreprises qui sont le principal creuset aujourd'hui de l'emploi, de l'innovation, de l'exportation et qui n'ont pas encore le dynamisme de ce point de vue, la culture, ou, d'ailleurs alors pour le coup, l'incitation, - s'agissant de petites et moyennes entreprises - qui leur permettraient de développer leurs activités à l'étranger.

- Qu'est-ce que nous essayons de faire aujourd'hui ? C'est de leur donner cette culture. C'est de leur montrer l'intérêt qu'elles y ont. C'est aussi par un certain nombre alors de mesures techniques, donc politiques, en faveur des petites et moyennes entreprises, animées notamment par notre ministre des petites et moyennes entreprises et par notre ministre du commerce extérieur, pour les encourager, voire pour les inciter, par des moyens techniques, financiers, bancaires, fiscaux nécessaires pour leur permettre de rattraper leur retard.

- Cela commence. Les 82 petites et moyennes entreprises, dont je parlais tout à l'heure, dans des domaines extrêmement différents, qui sont venues ici, à l'occasion de mon voyage, j'en suis sûr, reviendront, pour un certain nombre d'entre elles, avec des contrats, avec des marchés qui ensuite, tout dépendra de leur qualité et de leur compétence, pourront s'amplifier. Mais c'est nécessaire pour la France.\

QUESTION.- Par rapport à ce qui se passe en France, à ce que nous avons vu les syndicalismes très forts, nous avons assisté aux manifestations contre les fermetures d'usines. Est-ce que cela peut avoir une influence à mesure que vous fermez des usines là-bas et que vous investissez ici, enfin, la situation est un peu complexe ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez dit l'Europe ou la France, plutôt l'Europe, est fermée. Cela n'est pas vrai. C'est le marché le plus ouvert du monde, beaucoup plus ouvert que tous les marchés

asiatiques, beaucoup plus ouverts que les marchés nord-américains, beaucoup plus ouverts que les marchés sud-américains. L'Europe est le plus ouvert du monde globalement.

- Deuxièmement, vous dites qu'il y a un syndicalisme, oui évidemment, nous sommes des démocraties, il y a un syndicalisme, je dirai heureusement. Cela présente des inconvénients pour les gouvernements, je le reconnais bien volontiers, mais au total pour la démocratie, cela représente plutôt des avantages.

- D'ailleurs, j'ai remarqué que vous n'étiez pas en reste au Brésil, fort heureusement. Hier soir, je suis allé à Rio visiter l'exposition Claude Monet. J'ai vu toute une série de gens qui protestaient, je n'ai pas très bien compris contre quoi d'ailleurs, parce que je n'ai pas bien pu lire ce qu'il y avait sur les pancartes qui étaient écrites naturellement en portugais, - langue, hélas, que je ne connais pas encore - mais manifestement ces gens n'avaient pas l'air content du tout. Ils manifestaient. C'est la vie, c'est la vie démocratique.

- Vous dites : "vous fermez les usines". Naturellement, c'est aussi, hélas, la vie. Je ne parle pas de la manière de faire sur laquelle on peut avoir des commentaires, je n'en ferai pas ici car je n'ai pas l'habitude de parler à l'étranger des problèmes français, mais c'est la vie. Les arbres naissent, meurent, les plantes, les animaux, les hommes, les entreprises.

- Ce n'est pas parce qu'on est obligé de fermer des entreprises, il fut un temps où nous en avions en France, moi, j'ai connu quand j'étais petit des maréchaux-ferrants partout. J'ai même travaillé chez un maréchal-ferrant. Il n'y en a plus, ils ont disparu. Ce n'est pas pour autant naturellement que la civilisation a régressé, même s'ils avaient un certain charme. Alors, quand il y a des usines inadaptées, on est bien obligé de les fermer. Ce n'est pas le cas des investissements naturellement que nous faisons en Amérique du Sud.\

QUESTION.- Dans votre discours, tout à l'heure, vous avez parlé des domaines dans lesquels la France brille au Brésil, ou se distingue...

- LE PRESIDENT.- Ne me dites pas que j'ai oublié quelque chose parce que c'est évident, et j'en suis le premier convaincu. C'est l'inconvénient de faire des listes.

- QUESTION.- Justement sur les investissements de Renault qui sont très importants, vous avez fait l'impasse. Est-ce simplement un oubli ou est-ce par pudeur par rapport aux syndicats européens ? Ou est-ce que les investissements de Renault, à cause de cette histoire, risquent d'être retardés ?

- LE PRESIDENT.- Non, les investissements de Renault ne seront absolument pas retardés, je le répète, il y a Renault et il y en a d'autres que je n'ai pas cités. C'est purement involontaire. C'est tout à fait involontaire et je me réjouis beaucoup des investissements de Renault ici. Je souhaite qu'ils se développent comme d'ailleurs de façon plus générale, et comme le souhaite le gouvernement brésilien, les investissements de l'industrie automobile française.

- Je vous remercie.\